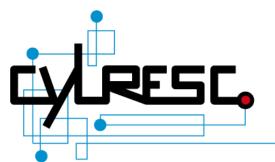


Entre obligation et avantage concurrentiel, qu'implique le RGPD?

Préparer sa mise en conformité



RESC. INTERVENANTS





Chief Operations
Officer



Team Leader



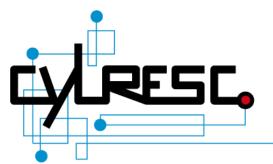
de Versailles



Directeur Audit et conseil en systèmes d'information



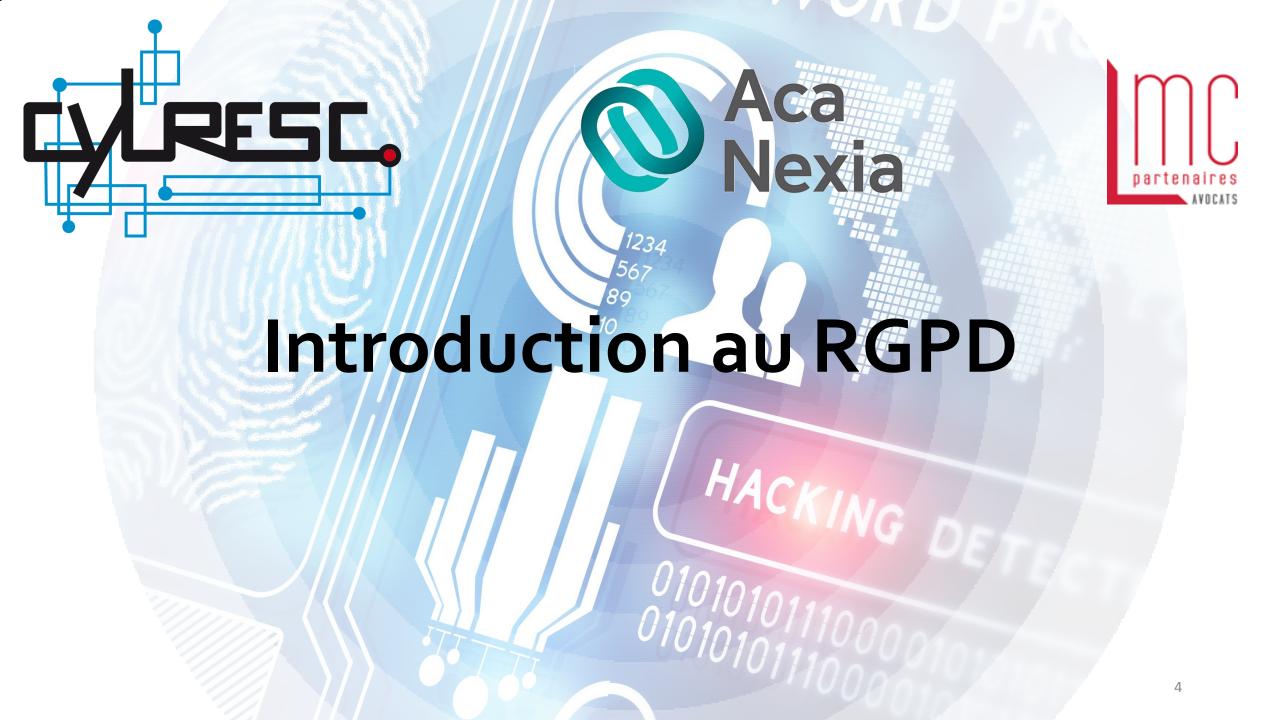
Associé Risk Management et Contrôle Interne

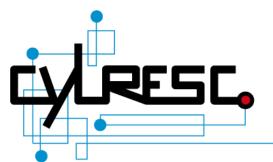


ORDRE DU JOUR



- I. Introduction au RGPD
- II. Le RGPD, pourquoi?
- III. Les notions clés
- IV. Comment se mettre en conformité?
- V. Anticiper les poursuites et les sanctions
- VI. Le vol de données personnelles (démo)







Qui est concerné?

• Entreprises traitant ou possédant des informations personnelles sur le citoyen européen

Sanction en cas de non-exécution

4% du chiffre d'affaires ou 20M€

Quand le règlement entre-t-il en vigueur?

• 25 mai 2018





Qu'est ce qu'une donnée à caractère personnel?

• Définition « Loi informatique et liberté » :

« Les données personnelles correspondent à toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres. »

Exemples de données personnelles

Identité, coordonnées, numéro de téléphone ou d'identifiant, données de localisation, adresse IP, habitudes de consommation...





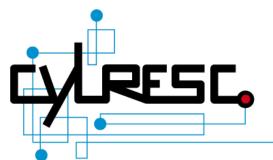
Qu'est-ce qu'un traitement?

• Définition :

Toute opération, ou ensemble d'opérations, portant sur des données, quel que soit le procédé utilisé (collecte, enregistrement, organisation, conservation, adaptation, modification, extraction, consultation, utilisation, communication par transmission diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, rapprochement ou interconnexion, verrouillage, effacement ou destruction...).

Exemples de traitements de données courants à caractère personnel

Gestion du personnel, des rémunérations, des fournisseurs, des clients, des opérations de fidélisation, modalités de surveillance (vidéos, systèmes d'alarme, contrôle d'accès,...)

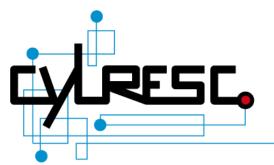




Qu'est-ce qu'un risque sur la vie privée ?

• Tout évènement pouvant porter atteinte aux droits et libertés des personnes (accès non autorisé, modification illicite ou données indisponibles) et toutes menaces qui permettraient qu'il survienne.





ZESC. II. LE RGPD, POURQUOI?



1

Renforcement du droit des personnes

2.

Renforcement des vérifications sur les process

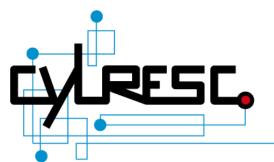
3

Mise en place de véritable sanctions

4.

S'assurer d'une application de la loi à toute entité qui traite des données personnelles sur le territoire européen





RESC. III. LES NOTIONS CLES



Privacy « by design »

Security « by default »

Anonymisation

Chiffrement

Chiffrement

Traçabilité des données et des traitements

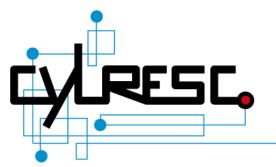
Minimisation des données

Responsabilité

Consentement explicite

Droit de rectification

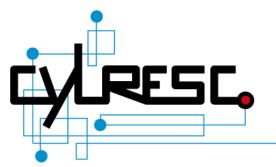
Droit à l'oubli





Désigner un DPO

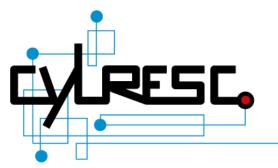
- ✓ Obligation légale de désigner un DPO dans les 3 cas suivants :
 - Traitement effectué par une autorité publique
 - Traitement des données personnelles réalisé à grande échelle : nécessite un suivi régulier
 - Traitement des données personnelles qui vise des données relatives à des condamnations pénales et à des infractions





Minimiser les données personnelles collectées

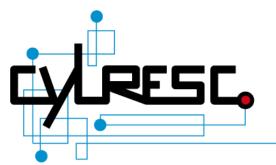
- ✓ Data Privacy by default : ne collecter QUE le strict nécessaire
- ✓ Nécessite la mise en place de nouveaux process
 - Purger l'ensemble des données qui ne sont pas strictement nécessaires au sein des applications existantes
 - Limiter les données collectées à l'avenir





La gestion et la portabilité des données personnelles

- ✓ Avoir la possibilité d'exporter les données dans un format structuré (XML)
- ✓ Donner la possibilité à l'utilisateur de récupérer ses données personnelles
- ✓ Droit de rectification : les données collectées doivent être tenues à jour
- ✓ Limitation de conservation : les données doivent être conservées pendant une durée limitée et cohérente avec le traitement
- ✓ Droit à l'oubli : les données doivent pouvoir être effacées sur demande





PIA (Privacy Impact Assessment)

- ✓ Lors d'un traitement à haut risque pour les droits et libertés des personnes, un PIA doit être effectué avant la mise en place du traitement
 - Permet d'évaluer les risques liés au traitement des données
- ✓ Cas dans lesquels un PIA est obligatoire :
 - Traitement des données personnelles fondé sur un traitement automatisé sur lequel sont prises des décisions juridiques
 - Traitement de données à caractère personnel relatives à des condamnations pénales
 - Surveillance à grande échelle d'une zone accessible au public



Comment se mettre en conformité?







Roadmap d'un projet RGPD – Le chemin vers la conformité

1

2

3

4

Préparation

Diagnostic

Mise en conformité

Maintien en conformité

Mise en place de l'équipe projet

Formation des acteurs aux principes du RGPD

Cadrage du projet

Identification et classification des données

Identification des traitements

Analyse des risques et des impacts

Définition du plan d'actions

Recherche et mise en œuvre des solutions techniques

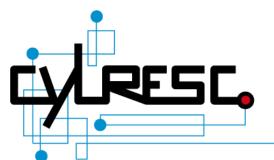
Mise en place d'une gouvernance de la protection des données personnelles

Formation à la gestion des données personnelles

Suivi de la conformité des traitements

Mise à jour des analyses d'impact

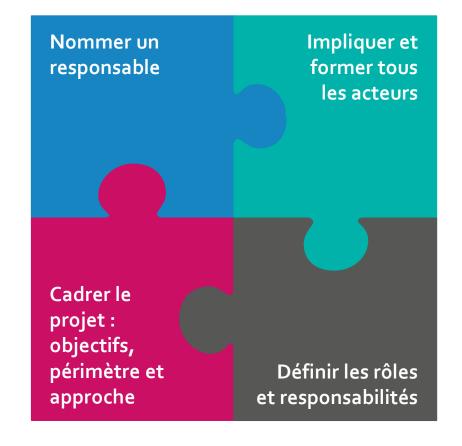
Réalisation d'une analyse d'impact en amont de la mise en ouvre d'un nouveau traitement





1

Préparation – La réussite passe par l'implication et la compréhension

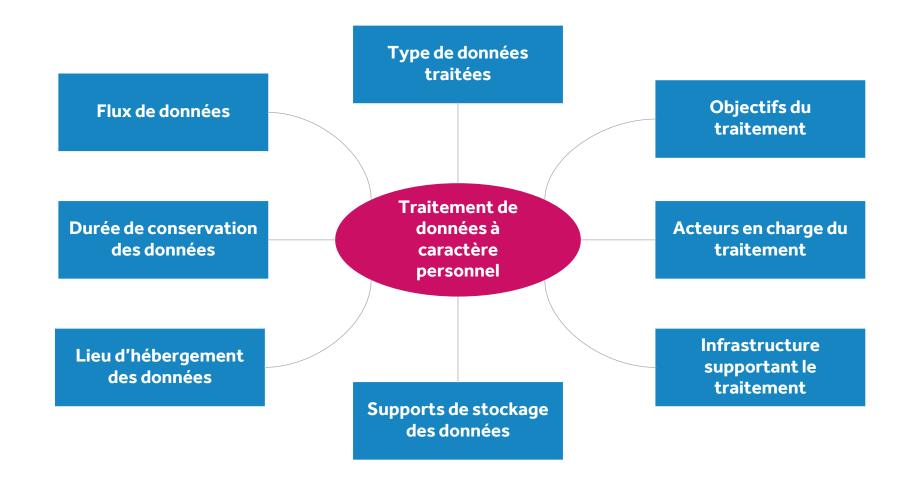






2

Diagnostic – Recenser les données à caractère personnel







2

Diagnostic – Evaluer les risques engendrés par chaque traitement

Identifier les impacts potentiels

• Quels seraient les impacts en cas de perte de confidentialité, d'intégrité et/ou de disponibilité des données ?

Identifier les sources de risques

• Qu'est-ce qui pourrait être à l'origine d'un accès non autorisé, d'une modification illicite ou d'une indisponibilité des données?

Identifier les menaces réalisables

• Qu'est-ce qui pourrait permettre qu'une menace se réalise (exemples : droits d'accès inappropriés, vol d'un ordinateur)?

Identifier les mesures de prévention existantes

• Quelles solutions techniques permettent de couvrir les risques identifiés (exemples : contrôle d'accès, sauvegardes) ?

Estimer la gravité et la vraisemblance des risques pour les personnes concernées



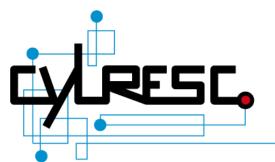


2

Diagnostic – Déterminer et prioriser les actions de mise en conformité

Identifier les traitements susceptibles d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées Déterminer les mesures de nature juridique à mettre en œuvre pour respecter les exigences légales

Déterminer les mesures organisationnelles et de sécurité (logique et physique) à mettre en œuvre pour traiter les risques identifiés Formaliser les analyses d'impact relatives à la protection des données (DPIA)





3

Mise en conformité – Evaluer ou implémenter les mesures techniques

Protéger les données à caractère personnel

- Limiter les données au strict nécessaire (article 6 du RGPD).
- Réduire la durée de conservation des données (articles 6 et 36 du RGPD).
- Cloisonner les données via une gestion appropriée des droits d'accès.
- Chiffrer les données (disque dur, base de données, canal de communication...) en utilisant une solution certifiée par l'ANSSI.
- Anonymiser ou « speudonymiser » les données.

2

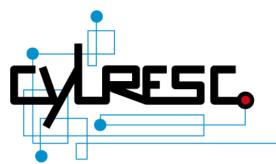
Limiter les impacts sur les données à caractère personnel

- Sauvegarder les données pour assurer leur disponibilité.
- Contrôler l'intégrité des données en utilisant une fonction de hachage, une signature électronique... certifiée par l'ANSSI.
- Tracer l'activité via une journalisation des évènements de sécurité.
- Mettre en place une organisation opérationnelle pour gérer les violations de données.

Réduire les risques sur les données à caractère personnel

- Authentifier les utilisateurs via des moyens adaptés et robustes.
- Gérer les accès (création/modification, désactivation et revue) de façon appropriée (y compris pour les tiers).
- Restreindre les droits d'accès de façon appropriée et limiter et encadrer l'utilisation des comptes génériques.
- Lutter contre les codes malveillants via l'installation et la mise à jour d'un logiciel antivirus.
- Contrôler les accès physiques via la mise en œuvre de moyens d'authentification (badge, code...).
- Mettre en place les dispositifs de protection environnementale des salles informatiques et en assurer la maintenance.

3







Mise en conformité – Evaluer ou implémenter les mesures techniques

Sécuriser les supports de stockage des données à caractère personnel

- Maintenir à jour les logiciels et matériels (applications métiers, base de données, systèmes d'exploitation, firewalls...).
- Protéger l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des codes sources des applications développées en interne.
- Surveiller les modifications apportées à certains fichiers ou répertoires.
- Sécuriser les postes de travail (câble de sécurité, masque de confidentialité...).
- Considérer l'usage des terminaux mobiles (smartphones, tablettes...).
- Maîtriser l'usage des réseaux sans fil.

Assurer la gouvernance de la protection des données à caractère personnel

- Définir les rôles et responsabilités des parties prenantes et mettre en place un comité de suivi.
- Mettre à jour la cartographie des risques des traitements de façon périodique (et a minima à chaque évolution).
- Formaliser les objectifs et les règles à appliquer en matière de protection de la vie privée.
- Former les parties prenantes.
- Intégrer la protection de la vie privée dans les projets.
- Superviser la protection de la vie privée à travers en particulier un contrôle régulier des traitements.



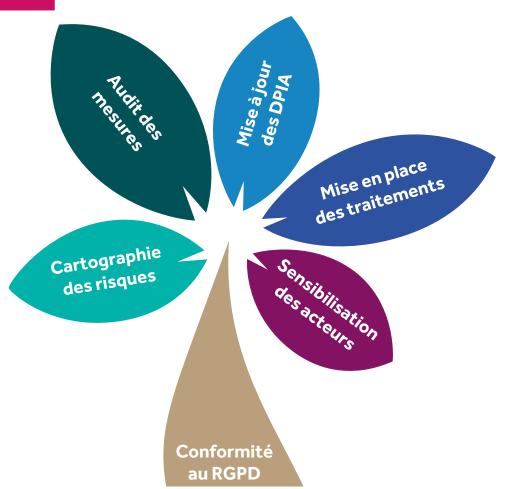
Il convient d'évaluer l'implémentation et l'efficacité des mesures techniques existantes.







4 Maintien en conformité – Ce qu'il convient de faire pour rester conforme



Cartographie des risques

Réévaluer les risques à chaque évolution majeure des traitements et a minima chaque année.

Audit des mesures

Réaliser des audits de sécurité pour vérifier l'efficacité des mesures techniques.

Mise à jour des DPIA

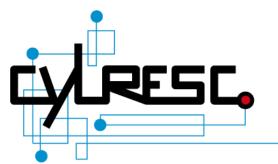
Mettre à jour les DPIA en fonction de l'évolution des traitements, des risques et des mesures.

Mise en place des traitements

Réaliser un DPIA dès la conception d'un nouveau traitement.

Sensibilisation des acteurs

Mettre en place un programme de sensibilisation continue des parties prenantes.





Mettre en place un processus d'intervention en cas d'incident

- ✓ Outre les aspects techniques :
 - Gérer les relations publiques
 - Stratégie de communication

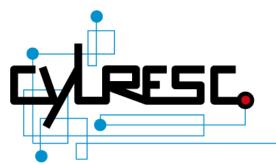
Former ses salariés à la cybersécurité



Le recours à la délégation de pouvoirs







V. ANTICIPER LES POURSUITES ET LES SANCTIONS





Les conséquences du vol de données personnelles

Pour les tiers

- Le droit de réclamation de toute personne concernée auprès de l'autorité de contrôle :
 - Formulaire en ligne gratuit
 - Mesures correctrices de l'autorité de contrôle : avertissement, rappel à l'ordre, mise en conformité, audits, obtention de l'accès à toutes les données et aux locaux,...
 - Amendes administratives : amendes potentielles :
 - 10M€ ou 2% du CA annuel mondial (manquement au privacy by design, by default, etc.)
 - 20M€ ou 4% du CA annuel mondial total (manquements au droit des Personnes)
 - Action en justice à l'initiative de l'autorité de contrôle



Une règle essentielle : anticiper, coopérer et réagir !



V. ANTICIPER LES POURSUITES ET LES SANCTIONS





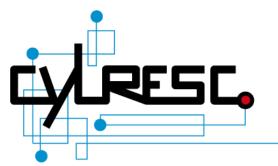
Pour les tiers

- O Le recours juridictionnel :
 - L'action en justice des victimes de violation du traitement des données à caractère personnel pour vol, violation des règles en matière de protection des données, non respect de la vie privée, violation du secret professionnel, du secret de fabrique, atteinte à l'image,...
 - L'auteur de la violation : le responsable du traitement ou le sous-traitant
 - Les modalités : plainte pénale, citation directe, plainte avec CPC,...
 - Les conséquences : sanctions pénales et/ou civiles ou commerciales, demandes de cessation du dommage, ou de l'atteinte subi et la réparation du préjudice moral ou matériel subi
 - Le recours juridictionnel n'est pas exclusif d'une réclamation auprès de l'autorité de contrôle

Pour les entreprises

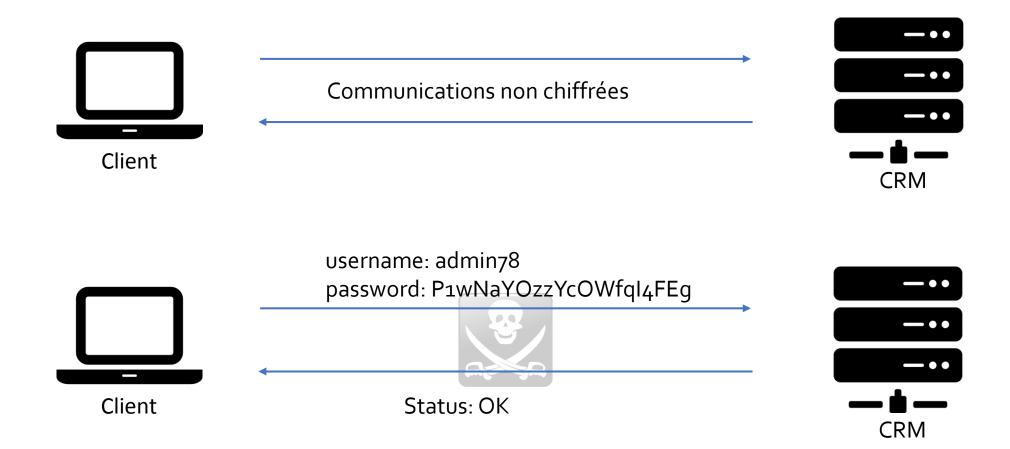
- Perte de réputation
- O Risque de dépôt de bilan

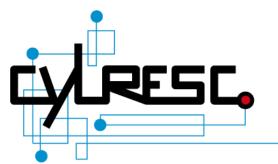






Communication client-serveur

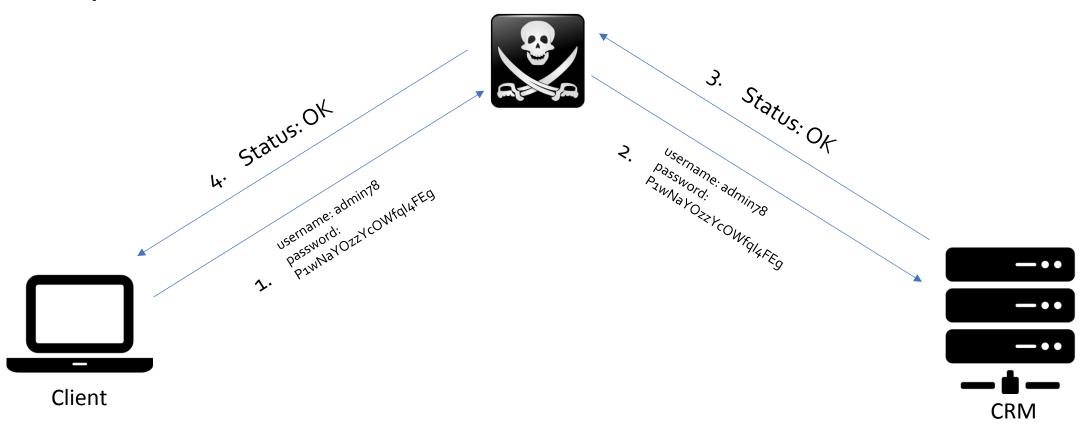








Attaque de l'homme du milieu (Man In The Middle)

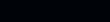










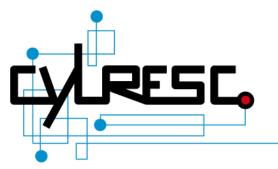






1	Nom	Prénom	Adresse	Tel
2	HILPHAN	Colored	14 New Deposits of	89949 (2) (5)
3	MORELU	pade	o twe readispare	33626123681
4	DESCRIPTION OF	Phancol-	A Rec District	23472422206
5	UNINON	Hapas	2/Non-Premie-Learner	8904/15299
6	OUID DID	nelos	ETITUR GAMBETTA	33608887186
7	BURNIS	Percent	5 feet from Louis Mobile	21670204874
8	MOREM	Constance	21 New Jewn-Louis-Melody	0300384782
9	NICH MAD	calbriel	za nue de l'i ropital	3368.207.2887
10	THESEAS	Combane	Milkon hassed	2357894789
11	UNINON	Police	Di Nue du Asles	9900250435
12	04036	perdimend	somue camberna	3360,170,1803
13	5000000	Plicone	19 Rue Ambreiller Cooked	21675862294
14	UNIVARIO	Hubert:	III Non-Ownermer	8308450nOm
15	000000	PRESIDE	samue de l'i roginal	33675138631
16	BORGET.	Bellen	5 Nor Country	23509154825
17	NUMBER 1	Nethaniel	4 Res Promo-Lacrons	0300,042502
18	DURANO	publies	22 Nove Georgia Glass	23681217181
19	DURANG	Phancol-	2 Rec Howel Rectioner	2162301261
20	HUMBAS	Observes	28 Nove Memor-Barboosse	8902327/501
21	THERMAN	calibers	7 Rue arrivense-product	2300,007,1430
22	MOREAU	Callery,	15 Rue Ecols Micropol	23504425507
23	PERM	Ademet:	4 Res Cosmod	899/9902/99
24	DOM: NO	CHRISTIAN	porture areforense-crosses	3360,066,3003
25	RICHARD.	Bellen	11 Rue Modfel	2167464995
26	PERM	Nethan	28 New Sourbern	230/11/250
27	MORELU	DOM: N	scrue de la Para	33671076071
28	RICHARD.	Robbins	11 Roy Franci	23622579971
29	UNISUR	habrer	22 Non Caugure	8966918566
30	MORELU	Hubert	attitue de la Paris	33663063628
31	RICHARD.	The support	4 Rec Gambrille	2451623977
32	STEER	budies	13 Non-de la Pare	890/115/045
33	000000	CHRISTIAN	ETRUS CAUGISIS	33601301388
34	DURANS.	Per Silve	5 Ruc Houces de Rober	2567071541
35	UNINON	Here	23 Non Merceny	35021721732
36	MORELU	Habert	23 Nue Meiosper	33608363027
37	MOREAU	Hagain	76 Rue Rossonsin	256510126
38	STILLING	Nethaniel	21 Kee Geon-Stars	256250160

- Fichier récupéré pendant un test d'intrusion
- Base de données contenant l'intégralité des partenaires de l'audité (plus de 40 000 entrées, ...)
- Vecteurs d'entrées :
 - Services pas à jour
 - Politique de mot de passe trop faible





Vol de données personnelles

Maintenir un registre des violations de données personnelles et des procédures de notifications à la CNIL Toute violation de données personnelles doit être notifiée à la CNIL sous 24 heures

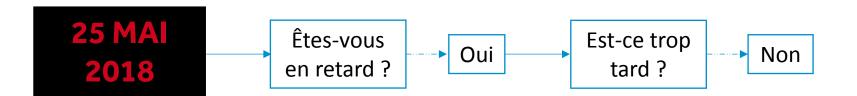
Notifier également la (ou les) personne(s) concernée(s)





CONCLUSION





RGPD

- Un avantage concurrentiel pour votre entreprise
 - ✓ Accountability (sous-traitance, partenariats)
- Les mesures mises en place dans le cadre du RGPD permettent de protéger non seulement les données personnelles mais également le système d'information dans son ensemble

La mise en conformité:

- ✓ Etude de l'existant
- ✓ Analyse de risques
- Identification et correction des anciens process
- Mise en place de nouveaux process
- ✓ Formalisation des actions effectuées (documentation)
- ✓ Audits réguliers



CYLRESC

7 ter, rue aux Prêtres
78790 Montchauvet
Xavier BEAUSSAC
07 86 43 40 35
xbeaussac@cylresc.eu
Christophe SZWEDO
06 03 71 94 21
cszwedo@cylresc.eu

ACA NEXIA

31, rue Henri Rochefort
75017 Paris
Philippe FOUCAULT
06 84 21 49 59
p.foucault@aca.nexia.fr
Dominique DESCOURS
06 85 40 68 37
d.descours@aca.nexia.fr

SELARL LMC PARTENAIRES Maître Aurélie SEGONNEMORAND

6, rue Jean-Pierre Timbaud Immeuble Le Campus – Bât, B1 78180 Montigny-le-Bretonneux 01 30 21 18 92 mail@lmcpartenaires.fr